

LA PRESSE



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE
PLUS DE MORDANT CHEZ
BRIDGESTONE À JOLIETTE
PAGE 2

SYNDICS
POUR SE DISTANCIER DES
« REDRESSEURS FINANCIERS »
PAGE 3

AFFAIRES



Katrina Naranjo

CHRONIQUE
QUAND UN
COLLÈGUE
DEVIENT UNE
COLLÈGUE
PAGE 2

↑ S&P TSX
12 798,45
+44,85 (+0,35%)

↓ S&P 500
1948,05
-3,65 (-0,19%)

↓ DOW JONES
16 639,97
-57,32 (-0,34%)

↓ PÉTROLE
32,78 \$US
-0,29 \$US (-0,88%)

↑ DOLLAR
74,00 ¢US
+0,15 ¢US

EXCLUSIF

UNE PARTIE DU DIX30 SERA DÉMOLIE



À peine vient-il d'être achevé que le Quartier DIX30 est sur le point de redevenir un chantier de construction. Ses propriétaires souhaitent démolir certains commerces et réaménager l'espace pour le rendre plus convivial. À LIRE EN PAGES 4 ET 5

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE



Découvrez une nouvelle façon de générer plus d'action pour votre marque.



Marketing Intelliposte
La science de l'activation



postescanada.ca/marketingintelliposte

® Marques de commerce de la Société canadienne des postes. Le motif de l'enveloppe encadrée est une marque de commerce de la Société canadienne des postes.

LA PRESSE AFFAIRES

Voici Katrina



MARIE-CLAUDE
LORTIE
CHRONIQUE

Katrina Naranjo est directrice de projet chez Ultra Electronic Forensic Technology, une entreprise de Côte-Saint-Luc qui détient une expertise reconnue mondialement pour l'analyse électronique balistique. La série télévisée *CSI* a d'ailleurs acheté un « faux modèle » de l'appareil conçu par la société du boulevard Cavendish, pour analyser des balles et des cartouches ayant servi à commettre un crime.

Katrina a étudié le génie, elle a deux enfants, elle est en couple et elle fait partie du 20 % de femmes parmi les quelcques 240 employés.

Il n'en a pas toujours été ainsi.

Quand Katrina est arrivée chez Forensic, il y a 13 ans, c'était un homme. « Quand je suis revenue des vacances de Noël en 2014, j'étais Katrina. »

Pourquoi Katrina? Parce que même si elle sait depuis l'âge de 7 ans qu'elle n'était pas née avec la bonne identité biologique, Katrina, qui a aujourd'hui 45 ans, a pris la décision en 2005 de prendre les mesures médicales nécessaires pour « devenir elle-même ». C'était au moment de l'ouragan *Katrina* en Louisiane.

Forensic Technology fait partie des plus de 200 entreprises qui ont fait appel depuis une quinzaine d'années aux services de la firme spécialiste en services de ressources humaines Morneau Shepell, dont un des programmes a été conçu spécifiquement pour accompagner les employeurs quand un membre de leurs équipes amorce cette transition.

Au sein de cette société, c'est Michel Arseneault, un diplômé en travail social et spécialiste de la diversité, qui a développé cette expertise avec les années. Il travaille maintenant à travers le Canada et récemment, il est même allé jusqu'en Corée pour aider une équipe.

« Au début, on travaillait avec peut-être trois, quatre ou cinq organisations par année, dit-il. Après, on en a eu de plus en plus. »

Au départ, ajoute-t-il, il s'agissait uniquement de transitions de corps d'hommes

vers des corps de femmes. Aujourd'hui, même si cela demeure 95 % des cas, il y a aussi de plus en plus de transitions de corps de femmes vers des corps d'hommes.

Le défi dans un bureau, dans une équipe? « C'est gérer tout cela avec délicatesse », explique M. Arseneault. En dire suffisamment, mais pas trop. Expliquer juste assez. Il est normal, explique Katrina, de laisser aux collègues le temps de digérer le changement. « Ça m'a pris 40 ans à m'extérioriser, je ne peux pas leur demander d'absorber ça en un mois. »

Environ neuf mois après son retour au travail en femme, plus personne au bureau ne l'appelait par son ancien prénom. « Mais il fallait qu'ils apprennent à vivre sans l'ancienne personne et maintenant avec moi. »

Katrina a d'abord annoncé sa décision de se transformer à sa conjointe, une enseignante, qui a choisi de l'accompagner à travers ce périple. « Elle m'a dit: "Nous sommes des âmes sœurs". »

Puis ce fut le tour des enfants. L'un a avoué sa crainte de voir ses amis rire de cette nouvelle mère. L'autre s'est inquiété d'une chose cruciale: « Vas-tu encore jouer aux autos avec moi? », raconte Katrina en riant. Puis, ce fut le temps de parler aux patrons

Quand Katrina est arrivée chez Forensic, il y a 13 ans, c'était un homme. « Quand je suis revenue des vacances de Noël en 2014, j'étais Katrina », explique-t-elle.

en leur présentant un plan détaillant chacune des étapes de transformation. C'est là que l'entreprise a appelé Morneau Shepell pour de l'appui.

Dans ce temps-là, Michel Arseneault rencontre tous les employés de l'entreprise, en petits groupes, pour leur faire une présentation et de la formation, sur une période de deux jours. On démystifie ce qui se produit, qui est cette personne, pourquoi elle choisit de changer, etc.



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE
Avant 2005, Katrina Naranjo était un homme. Elle a alors pris les mesures médicales nécessaires pour « devenir elle-même ».

Pratiquement tout le monde dans l'entourage de Katrina l'a accueillie les bras ouverts, mais ses efforts de communication, d'explication, ont été vastes et nombreux.

Chez les collègues, l'acceptation a été plus immédiate du côté des filles, dit-elle. Pourtant, c'est souvent l'idée de côtoyer les autres femmes dans une certaine intimité qui

La situation s'est présentée récemment. On a trouvé un compromis. Un rideau pour créer un espace isolé.

« Il faut comprendre que ça prend du temps, que ça heurte les sensibilités », dit Katrina. Il faut être prêt à y faire face. Selon elle, deux facteurs ont une importance particulière: le niveau d'éducation du milieu de travail et le ratio hommes-femmes. « Plus c'est égal, plus c'est facile. »

Les hommes collègues parlent moins, dit Katrina. « Ils me donnaient une tape sur l'épaule qui disait "je n'en parlerai pas, mais c'est correct". »

Ce qui a changé? « Les sujets de conversation dans les corridors. Les gars ont arrêté de me parler de hockey! », raconte-t-elle en riant. Et les filles lui parlent plus d'enfants, de mode? Pas nécessairement plus qu'avant. « Parce que ça, explique Katrina, moi ça m'a toujours intéressée. »

Et même sa conjointe le lui a dit un jour. « Moi, j'ai toujours eu l'impression que tu étais une fille. »

INVESTISSEMENT DE 312 MILLIONS À JOLIETTE

Plus de mordant chez Bridgestone



JEAN-PHILIPPE
DÉCARIE
CHRONIQUE

Tout le monde s'entend pour dire que l'histoire de l'industrie automobile au Québec n'a pas été marquée par de brillants exploits et qu'elle a été plutôt jalonnée de cuisants échecs. Ironie de l'histoire, l'usine de Bridgestone de Joliette, construite en 1965 dans la foulée de l'implantation de l'usine GM de Sainte-Thérèse, a non seulement survécu à sa « consœur », mais elle n'a jamais cessé d'augmenter sa productivité durant ses bientôt 50 ans de vie.

L'entreprise fortement enracinée à Joliette, avec ses 1300 employés spécialisés et bien rémunérés, a annoncé une grande nouvelle hier.

Bridgestone Canada va investir 312 millions de dollars au cours des sept prochaines années pour moderniser tout son parc de machines et produire de façon productive la productivité de sa seule usine canadienne.

Le gouvernement québécois a participé à cet investissement majeur en accordant une subvention de 10 millions et

un prêt de 44 millions d'investissement Québec.

En retour de l'aide financière, Bridgestone s'engage à maintenir les 1300 emplois à son usine pour les 20 prochaines années.

Cela fait plus de deux ans que Robert Verreault, directeur général de l'usine de Joliette, travaille sur ce projet de modernisation qui devait absolument se réaliser pour assurer la survie à long terme de l'usine.

« Il fallait réaliser une modernisation complète de notre parc-machines pour qu'elle soit à jour et pour nous permettre d'entrer dans une nouvelle catégorie de production, soit les pneus pour VUS, de 19, 20 ou 22 pouces de rayon. »

« On était limités à la production de pneus de 18 pouces de rayon pour petites voitures et camionnettes et plusieurs usines de Bridgestone en Amérique du Nord, notamment au Mexique, visaient notre production. Il fallait réagir », explique Robert Verreault.

C'est en 2011, au sortir de la crise de 2008-2009, que Robert Verreault a bien vu que les consommateurs



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE
Selon Robert Verreault, directeur général de l'usine de Joliette de Bridgestone, l'investissement était rendu nécessaire.

recommençaient à acheter des VUS. La baisse des prix du pétrole a renforcé cette tendance et il fallait donc que Joliette puisse profiter de cette demande.

L'usine de Joliette produisait à ses débuts, en 1965, 3500 pneus par jour. Au cours des années, on a toujours augmenté la cadence de production et l'usine de Joliette produit aujourd'hui 17 000 pneus par jour dans ses installations de 1 million de pieds carrés.

La modernisation des équipements va s'accompagner d'un agrandissement de 20 % de la surface de l'usine. Au terme des travaux, on va en mesure de produire une cadence de 20 000 pneus par jour.

pose les problèmes pratiques en milieu de travail dont on entend le plus parler, explique M. Arseneault.

La question des toilettes se pose, par exemple.

Durant la transition, Katrina allait tout simplement dans une salle de bains neutre, privée, accessible à tous.

« Mais il y a des milieux de travail où les employés doivent se changer, prendre des douches », explique M. Arseneault.

Après des années de tractations, le Québec réussissait enfin à orchestrer sur son territoire un début d'activités industrielles liées au secteur de la fabrication automobile.

Il faut dire que différents gouvernements avaient fait des pieds et des mains pour tenter de rapatrier une fraction seulement de la construction automobile canadienne qui était outrageusement concentrée en Ontario.

En 1966, en l'espace de quelques mois, le Québec a donc vu apparaître deux usines sur son territoire. Sainte-Thérèse et Joliette étaient subitement les nouveaux Windsor et Oshawa québécois, d'autres constructeurs allaient sûrement venir les rejoindre.

On connaît la suite. L'usine GM de Sainte-Thérèse a cessé sa production et a fermé ses portes en 2002. L'usine a été rasée en 2005 pour faire place à un centre commercial. Mis à part la brève tentative du constructeur Hyundai de construire des voitures dans son usine de Bromont, la construction automobile au Québec est redevenue un enjeu du domaine du rêve.

On est loin de l'Ontario et du corridor automobile qui fait 400 kilomètres de long et où sont implantés cinq constructeurs qui exploitent 12 usines, 700 fabricants de pièces automobiles, 500 fabricants de matrices, d'outils et de moules.

Le rêve automobile

L'usine de pneus Bridgestone Canada de Joliette a commencé sa production en 1966, un an après l'ouverture de l'usine GM de Sainte-Thérèse.

Les syndicats larguent le mot « faillite »

ISABELLE DUCAS

Le mot « faillite », rebutant pour bien des consommateurs, disparaîtra bientôt du titre officiel des syndicats, qui s'en réjouissent.

À partir du 1^{er} avril, les syndicats de faillite deviendront officiellement des « syndicats autorisés en insolvabilité ». Le Bureau du surintendant des faillites fédéral a annoncé en décembre dernier le changement de nom, réclamé depuis plusieurs années par les syndicats, qui déplorent que leurs services soient méconnus.

« Le travail des syndicats ne se limite pas au processus de faillite, souligne Chantal Gingras, vice-présidente de l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation (ACPIR). Ce changement nous permettra de mieux faire connaître notre expertise. »

Échec aux charlatans

La nouvelle appellation réduira la confusion avec les « redresseurs » financiers et autres négociateurs de dettes, des entreprises non réglementées qui proposent des solutions douteuses et imposent des frais salés aux clients déjà pris à la gorge, dénonce M^{me} Gingras.

Les syndicats déplorent la concurrence de ces firmes qui ciblent les consommateurs endettés en promettant de les libérer de leurs créanciers, par d'intenses campagnes de publicité et une forte présence sur l'internet. Ceux qui sont effrayés par le mot « faillite » ont tendance à bouder les syndicats pour se tourner vers ces entreprises.

« Certains facturent aux consommateurs des frais qu'ils n'auraient pas à payer en allant voir un syndic directement, souligne Chantal Gingras. Leurs tarifs ne sont pas réglés,

contrairement aux honoraires des syndicats, qui sont encadrés par la loi. Des gens se retrouvent donc plus tard dans notre bureau, sans avoir réglé leur problème, sauf qu'ils ont payé des frais pouvant atteindre 2500 \$.»

Elle dit avoir constaté ces dernières années une multiplication de ces organismes, qui s'annoncent à la télé, à la radio et dans les journaux.

Or, les syndicats autorisés sont les seuls à pouvoir administrer le processus menant au dépôt d'une proposition de consommateur ou d'une faillite, encadré par la loi, après avoir évalué l'ensemble de la situation financière du client et les solutions possibles.

Depuis 2009, la proposition de consommateur est accessible pour un plus grand nombre de cas d'insolvabilité – jusqu'à 250 000 \$ de dettes, plutôt que 75 000 \$ auparavant. Cette procédure simplifiée et moins contraignante est donc utilisée de plus en plus souvent, au détriment de la faillite.

Des firmes de redressement financier provoquent la confusion en indiquant sur leur site internet, dans la liste de leurs services, la faillite et la proposition de consommateur.

Des syndicats délinquants Mais certains syndicats contribuent eux-mêmes à l'incompréhension du public envers leurs services, en s'associant avec de tels intermédiaires ou en faisant des publicités qui misent sur les mêmes thèmes, bafouant la loi au passage, déplore Chantal Gingras.

Des syndicats acceptent, par exemple, de recevoir des dossiers de clients transmis par des entreprises de redressement financier.

« Notre code de déontologie nous interdit de payer pour obtenir le dossier d'un client, explique la vice-présidente,

qui a déjà préparé tout le dossier pour eux. Il ne reste qu'à le faire signer par le syndic », témoigne Jonathan Roy, syndic chez Pierre Roy et associés, qui a déjà été approché par ce genre d'entreprises.

La publicité dans le domaine de l'insolvabilité est aussi strictement encadrée: un syndic qui annonce ses services doit préciser son titre. Or, au moins un syndic, le Groupe Leblanc, s'annonce

sur des panneaux publicitaires le long des autoroutes, où on ne voit que l'adresse de son site internet: Dettes.ca. Le Groupe Leblanc n'a pas donné suite à notre demande d'entrevue.

Des rendements améliorés. Voilà une excellente alternative.

Fonds de stratégies alternatives diversifiées Mackenzie

Les catégories d'actifs alternatifs sont le moteur de certaines des caisses de retraite les plus florissantes du monde.

Placements Mackenzie a développé un fonds qui a recours aux catégories d'actifs alternatifs pour compléter des portefeuilles équilibrés traditionnels. S'appuyant sur l'expertise de penseurs éminents de l'industrie, le Fonds de stratégies alternatives diversifiées Mackenzie est composé de sept différentes catégories d'actifs et vise à dégager des rendements corrigés du risque améliorés.

Communiquez avec votre conseiller à propos de Placements Mackenzie ou visitez placementsmackenzie.com pour en savoir plus.



MACKENZIE
Placements

EN TOUTE **CONFIANCE**

Les placements dans les fonds communs peuvent donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. La répartition de l'actif des fonds équilibrés traditionnels est considérée comme étant composée à 60 % d'actions et à 40 % de titres à revenu fixe. Par rendements corrigés du risque améliorés, on entend la réduction du degré de risque lié à la production d'un rendement du capital investi, ou une augmentation du niveau de rentabilité pour le même degré de risque.

placementsmackenzie.com

LA PRESSE AFFAIRES

QUARTIER DIX30

APRÈS LA CONSTRUCTION, LA DÉMOLITION



PHOTOS MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Selon un plan non définitif que *La Presse* a pu consulter, Carbonleo prévoit démolir un pâté entier de commerces situé au sud de l'avenue des Lumières. Cette allée regroupe Aldo, Browns et Dynamite, ainsi que deux enseignes du groupe Reitmans (RW&CO. et Thyme Maternité) et trois du groupe Marie-Claire (Marie-Claire, San Francisco et Terra Nostra).



MARIE-EVE FOURNIER

EXCLUSIF

Dix ans après son inauguration, une partie du DIX30 doit être prise d'assaut par des grues avant la fin de l'année. *La Presse* a appris qu'une quinzaine de commerces pourraient être rasés. Le projet vise à augmenter les parts de marché de l'immense centre commercial en améliorant sa densité et l'expérience de magasinage.

Selon un plan non définitif que *La Presse* a pu consulter, Carbonleo prévoit démolir un pâté entier de commerces situé au sud de l'avenue des Lumières. Cette allée regroupe Aldo, Browns et Dynamite, ainsi que deux enseignes du groupe Reitmans (RW&CO. et Thyme Maternité) et trois du groupe Marie-Claire (Marie-Claire, San Francisco et Terra Nostra).

Il est aussi question de raser les trois restaurants à l'intersection des boulevards Leduc et du Quartier, La Cage – Brasserie Sportive, Casey's et Les 3 Brasseurs. Le secteur où se trouvent la librairie Indigo et l'ancien restaurant Cumulus (fermé en 2013) serait également réaménagé.

« Ils ne sont pas fous. Ils voient bien que plusieurs détaillants ne sont pas contents au DIX30 [de leurs chiffres de ventes]. Donc, ils

renovations ou trop grand. Des rencontres avec les propriétaires du DIX30, Oxford et Carbonleo, sont prévues dans les prochaines semaines.

Davantage de souterrain

Le moment est idéal pour battre les cartes. Les baux de 10 ans de nombreux commerces arriveront à échéance l'automne prochain, puisque le centre commercial a été inauguré à l'automne 2006.

« On va relocaliser des locataires dans des espaces

et Les 3 Brasseurs, il serait transformé en stationnement. Les restaurants seraient déplacés de l'autre côté du boulevard Leduc.

Les commerçants à qui nous avons parlé accueillent bien cette volonté de renouveau dans les phases les plus vieillottes du DIX30. Car plusieurs sont frustrés que tous les nouveaux venus se soient installés dans le Square, diminuant du coup l'attrait de l'avenue des Lumières, où ils se trouvent. « L'achalandage

« Ils ne sont pas fous. Ils voient bien que plusieurs détaillants ne sont pas contents au DIX30 [de leurs chiffres de ventes]. Donc, ils vont réduire intentionnellement le nombre de magasins. Le but, ce n'est pas de l'augmenter, sinon, il va y avoir des locaux vides », rapporte l'un des 10 locataires contactés pour ce reportage.

vont réduire intentionnellement le nombre de magasins. Le but, ce n'est pas de l'augmenter, sinon, il va y avoir des locaux vides », rapporte l'un des 10 locataires contactés pour ce reportage.

Les plans révèlent qu'Aldo et Browns seraient relocalisés à proximité. Mais certains commerces n'ont pas de nouvel emplacement. D'autres ne savent pas encore ce que l'avenir leur réserve et ils n'excluent pas la possibilité de devoir quitter le DIX30, nous ont-ils confié. Quelques-uns sont ravis du plan qui leur a été proposé, puisque leur commerce était mûr pour des

plus convenables pour eux. Certains veulent plus grand, d'autres, plus petit. Il y en a qui veulent partir. [...] On démolit pour reconstruire », a confirmé André Brouillard, vice-président responsable de la location chez Oxford.

Les plans définitifs seront prêts dans deux mois. Des locaux ont sciemment été laissés vacants, ces derniers mois, pour y relocaliser temporairement des détaillants pendant les travaux, qui devraient durer un an.

Il est aussi question d'ajouter un stationnement souterrain. Il n'a pas été possible d'obtenir une évaluation des coûts des travaux.

Saks Off 5th au DIX30?

Selon nos informations, le DIX30 souhaite remplacer les commerces démolis et les stationnements adjacents par des espaces conçus pour de grands magasins. Les noms de Saks Off 5th et Simons circuleront. André Brouillard n'a pas nié être en discussion avec Saks, Nordstrom et La Baie, mais rien n'est signé, jure-t-il.

Quant au secteur où se trouvent la Cage, Casey's

est en baisse de 10 ou 15 % depuis l'ouverture du Square, à cause de l'effet d'attraction de la nouveauté et du stationnement intérieur chauffé », dit l'un d'eux.

Corriger les erreurs

Selon un de ses voisins, qui estime être dans « la rue des losers », le projet est « une nette amélioration » qui corrigera les erreurs d'aménagement qui nuisent à certains commerces. Mais il s'inquiète de l'impact des travaux sur l'achalandage.

« Ce sera très beau. Grandiose, promet André Brouillard. On veut améliorer l'expérience de magasinage pour que les gens restent plus longtemps, et qu'ils soient heureux le temps qu'ils sont là. [...] On veut embellir les lieux, améliorer le paysage, rendre ça plus convivial pour que les gens aiment y marcher. »

Oxford ne cache pas que son objectif avec ce projet est d'accroître ses parts de marché. « Le seul moyen [d'y arriver], c'est de rénover », affirme son haut dirigeant, puisqu'il n'y a aucun centre commercial à vendre.

LE DIX30 EN CHIFFRES

2,3 MILLIONS

de pieds carrés de surface multi-usage (vente au détail et bureaux)

1 MILLIARD

d'investissement initial

300

appartements et résidences

10 000

espaces de stationnement (dont 3500 intérieurs)

311 commerces

60

restaurants et cafés

2

salles de spectacle

1 hôtel (Alt)

1 cinéma



AVIS

800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que **YVES LEPAGE** dont l'adresse du domicile est le 11577 rue Charlotte-Tassé, Montréal, Québec a déclaré au Directeur de l'État Civil être le père de **ÈVE PAULA CHANTAL ARIANNE GIRODET** née le 6 août 2007 à Montréal et fille de Manon Girodet.

En conséquence le soussigné requiert du Directeur de l'État Civil qu'il inscrive son nom comme père de **ÈVE PAULA CHANTAL ARIANNE GIRODET** dans l'acte de naissance de cette dernière et dont le nom de famille restera le même, Girodet. Prenez en outre avis que tout objection d'un tiers à la présente déclaration doit être notifiée aux déclarants, à l'enfant mineur âgé de quatorze ans ou plus et au Directeur de l'État Civil au plus tard dans les vingt jours de la dernière publication d'un avis de cette déclaration. Avis rempli et signé à Montréal le 16 février 2016. Yves Lepage

AVIS À TOUS LES DÉTENTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES INSCRITS EN DATE DU 10 MARS 2016

Le 24 février 2016, Les Vêtements de Sport Gildan Inc. (la « Société ») a annoncé que son conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,078 \$ US sur toutes les actions ordinaires émises et en circulation de la Société (ou l'équivalent en dollars canadiens pour les détenteurs inscrits au Canada). Ce dividende sera payé le 4 avril 2016, de manière équitable et proportionnelle, aux détenteurs inscrits en date du 10 mars 2016.



Le Square, pas qu'un succès

MARIE-EVE FOURNIER

Le détaillant de chaussures Tony Pappas survit sur le Plateau Mont-Royal – un quartier réputé pour son accès difficile – depuis 116 ans. Mais sa boutique du Quartier DIX30, située au-dessus d'un stationnement de 2000 places, est disparue au bout de trois ans. Une situation qui semble pour le moins ironique.

« On ne voulait pas être dans un mail ni sur le boulevard Taschereau. On voulait faire partie d'un ensemble, d'un quartier animé, se rappelle la propriétaire de la boutique, Manon Gauthier. Le Square, sur papier du moins, semblait donc être l'endroit idéal. On était particulièrement attirés par le Square, on ne voulait pas aller ailleurs dans le DIX30. » Ses grandes attentes ont vite fait place à de grandes frustrations.

Débuts chaotiques

Au cours des premiers mois, le Square est un chantier de construction qui repousse les clients. Une fois les travaux finis, la situation ne s'améliore guère. De nombreux locaux sont vides des mois durant, ce qui nuit à l'attrait des lieux.

Pour couronner le tout, les

clients ont de la difficulté à trouver les boutiques, et même à trouver le Square. « Ils venaient nous voir une fois, ils trouvaient ça compliqué et ils nous disaient qu'ils allaient retourner sur Mont-Royal! », raconte la propriétaire de Tony Pappas.

D'autres locataires et ex-locataires nous ont également dit avoir reçu régulièrement des appels de consommateurs qui étaient au DIX30 et qui ne trouvaient pas leur commerce.

Un atout qui nuit?

Manon Gauthier finit aussi par comprendre – non sans scepticisme – que le stationnement souterrain, qui devait être l'un des grands atouts du quartier, nuit à ses affaires. « Les 450 n'aiment pas les stationnements souterrains. Ils ne voulaient pas y aller, même si on leur disait qu'il y avait 2000 places. »

Un point de vue partagé par d'autres commerçants. « Il y a beaucoup de monde qui ne comprenait pas le concept du stationnement souterrain, confie l'un d'eux. Je sais que ça a l'air stupide, mais pour beaucoup de monde, le DIX30, c'est un endroit où tu prends ta voiture, et tu te stationnes devant le magasin, tu rentres, tu achètes, tu ressorts. Beaucoup de personnes s'en allaient. Elles ne voulaient pas descendre. »

Chez Oxford, André Brouillard a affirmé en entrevue que c'était la première fois qu'on lui faisait ce genre de commentaire. « Je n'ai jamais eu cette impression [que le stationnement intérieur était problématique] en parlant avec des détaillants d'envergure, avec les grands joueurs qui sont là », a-t-il ajouté.

Chose certaine, il n'y a pas d'unanimité: certains détaillants adorent le stationnement!

HR2 ne remplit pas son rôle

Certains locataires et ex-locataires affirment que l'achalandage espéré n'est pas au rendez-vous dans le quartier, malgré la présence de détaillants d'envergure censés attirer les foules:

Apple, HR2, Williams-Sonoma, Zara, Sephora et Forever 21.

« Depuis le début, on est déçus par HR2, qui devait être la locomotive, nous dit un commerçant toujours actif au DIX30. [Avant qu'on signe le bail], ils nous ont vendu Holt Renfrew. Pour nous, c'était magique. Finalement, c'est un concept au rabais et ça ne fonctionne pas. C'est un flop. Je n'ai jamais entendu de positif au sujet de HR2. Je serais vraiment surpris si quelqu'un disait qu'un de ses bons magasins est au Square. Malheureusement, on n'a pas de locomotive, on s'est fait passer un sapin. »

« Certaines journées, il ne venait presque personne. Je servais peut-être 10 clients. J'avais le temps d'écouter des films. On n'avait rien à faire. Mes employés étudiaient », raconte le propriétaire d'une boutique qui a quitté l'endroit.

Fermetures parmi les Québécois

Selon Oxford, les fermetures n'ont rien à voir avec le concept du Square ni avec l'aménagement de son stationnement intérieur. Certains détaillants appartenant à des entrepreneurs québécois ont fermé parce que « ce n'est pas le type de commerce recherché » par les clients de l'endroit, analyse André Brouillard.

De plus, le ralentissement économique a provoqué des fermetures parmi les acteurs locaux, car ils sont « moins capitalisés que les gros joueurs américains », ajoute-t-il. « Dès qu'ils subissent un coup dur, ils manquent de capitaux. »

Depuis deux ans, Bella Pella, Téh Bar, Tony Pappas, la boutique de vêtements Obscur, une boutique de vêtements pour enfants, des restaurants et un café, entre autres, ont fermé définitivement leurs portes. Sauf exception, ceux qui ont quitté l'endroit n'ont que de bons mots pour Carbonleo, qui a accepté de casser les baux sans pénalité après leur avoir accordé des congés de loyer.



Des clients ont dit avoir eu de la difficulté à trouver les boutiques au Square, et même à trouver le Square. Des locataires et ex-locataires nous ont également dit avoir reçu régulièrement des appels de consommateurs qui étaient au DIX30 et qui ne trouvaient pas leur commerce.



Dans le secteur des grandes surfaces, en bordure de l'autoroute 30, les trois locaux entre DeSerres et Déco Découverte sont libres. Celui qu'occupait Bovet également.

LOCAUX MOINS PRISÉS

De toute évidence, on ne se bouscule plus pour louer des locaux, comme c'était le cas il y a quelques années. Sur l'avenue des Lumières, le local du restaurant Cumulus, à deux pas du cinéma, est vide depuis trois ans. Idem pour l'espace jadis occupé par Mexx, qui a déclaré faillite il y a plus d'un an. Les ex-locaux de West Coast, Esprit et Limité sont également vacants. Dans le Square, nous avons répertorié huit locaux vides. Dans le secteur des grandes surfaces, en bordure de l'autoroute 30, les trois locaux entre DeSerres et Déco Découverte sont libres. Celui qu'occupait Bovet également. Il ne faut pas conclure pour autant que le DIX30 éprouve un problème d'achalandage, soulignent

ceux à qui nous avons parlé. Car la situation est généralisée dans les centres commerciaux. Les ventes au détail sont loin d'être spectaculaires. De plus, les Américains sont moins enclins à ouvrir des magasins au Canada en raison de la reprise dans leur propre pays et de la faiblesse du huard. « Le DIX30, c'est le plus grand succès des 20 dernières années au Québec », lance, un brin jaloux, un haut dirigeant d'un propriétaire immobilier concurrent. Oxford affirme par ailleurs avoir intentionnellement laissé vacants certains locaux pour y loger temporairement des commerces pendant les travaux, qui doivent commencer avant la fin de l'année.

— Marie-Eve Fournier



Les **midis-conférences**
de l'Association
des MBA du Québec

GESTION DES ENJEUX CHEZ MCINNIS

Le défi de réconciliation des enjeux économiques et environnementaux du projet, et la difficulté supplémentaire associée au contexte d'une méga start-up.



M. Christian Gagnon, ing.
Président et directeur général
Ciment McInnis



MIDI-CONFÉRENCE
Mercredi 16 mars 2016 à 11 h 45
Hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest à Montréal

COÛTS*

| | |
|----------------------|--------|
| Membre régulier: | 70 \$ |
| Non-membre: | 115 \$ |
| Table de 8 personnes | |
| Membre: | 785 \$ |
| Non-membre: | 880 \$ |

*Forfaits corporatifs disponibles
*Taxes en sus

RÉSERVATIONS

514-323-8480
membre@ambaq.com
www.ambaq.com

VISA, MasterCard, AMEX et chèque acceptés.
Seules les annulations reçues au moins
72 heures avant l'événement seront acceptées.

LA PRESSE AFFAIRES

BRUNO RODI, PDG DE GLOBAL B. RODI INC.

Faire des affaires pour aller ailleurs

C'est dans le secteur immobilier commercial que Bruno Rodi a fait ses premières armes dans le monde des affaires alors que, simultanément, il se lançait dans la fabrication de meubles en créant, il y a une trentaine d'années, Rodi, Le spécialiste du sofa. C'est toutefois il y a deux ans que cet entrepreneur atypique a surpris bien du monde lorsqu'il a réussi à racheter d'un syndic de faillite les activités internationales de BIXI qui ont été relancées depuis.

JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

GRANDE ENTREVUE

Fils d'un immigrant, parti avec sa famille d'un petit village du sud de l'Italie pour aboutir au Québec au début des années 60, Bruno Rodi a grandi et étudié en français. Il a fait ses études universitaires en administration avant de réaliser un MBA.

«J'ai toujours été en affaires, mais je ne m'y suis pas tant lancé pour faire de l'argent que pour rencontrer et échanger avec des gens. Ce sont les gens que j'aime», précise Bruno Rodi, dès le début de notre rencontre.

L'entrevue devait initialement avoir lieu tout juste après la participation de Bruno Rodi au rallye Dakar 2016, qui s'est déroulé en Argentine en janvier dernier, mais elle a été décalée de quelques semaines en raison d'un autre voyage qui a amené l'entrepreneur au Congo.

Il faut préciser ici que Bruno Rodi a développé dès son jeune âge plus qu'une passion pour les voyages, il en a fait un projet de vie. Au cours des 15 dernières années, il a visité plus de 200 pays dans le monde, dont tous les sites qui font partie du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Il a navigué sur toutes les mers ainsi que sur tous les grands lacs de la planète. Il a ajouté un volet extrême à cette passion en escaladant les sept plus hauts sommets du monde, en faisant un Tour de France à vélo et en réalisant le rallye Dakar 2016, une course extrême de 10 000 km.

Plus actionnaire qu'opérateur

Bruno Rodi a commencé dans l'immobilier dans les années 70 en achetant des terrains et des immeubles commerciaux et s'est lancé dans la fabrication et la vente de meubles en créant Rodi design.

«On faisait nos propres sofas et notre propre mobilier de salon que l'on revendait à travers un réseau de magasins partout au Québec. On a cessé la fabrication au Québec durant les années 2000, mais on a transféré la production en Chine», résume le PDG de Global inc., le holding qui chapeaute toutes ses activités professionnelles.

Au début des années 90, l'homme d'affaires a acheté l'ancienne usine de pains Weston, rue Marie-Victorin, à Longueuil, pour la transformer en condos commerciaux et industriels. Il y a créé un premier magasin Rodi et le siège social de l'entreprise de mobilier de salon.

«Je suis encore partenaire de Rodi Furnitures, mais



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Bruno Rodi a commencé dans l'immobilier dans les années 70 en achetant des terrains et des immeubles commerciaux et s'est lancé dans la fabrication et la vente de meubles en créant Rodi design.

j'ai vendu à un associé qui poursuit ses activités. Je suis aujourd'hui davantage impliqué dans l'immobilier commercial et industriel», précise-t-il.

De la même façon, il a rapidement vendu le contrôle de l'entreprise PBSC Solutions urbaines, qui avait racheté, en avril 2014, les activités internationales de BIXI à Luc Sabbatini, ex-haut dirigeant d'Astral Media.

À 61 ans, Bruno Rodi assure qu'il préfère jouer un rôle plus discret et laisser la direction quotidienne de ses entreprises à des gens qui veulent s'investir plus à fond dans leur développement.

«J'ai acheté BIXI international parce qu'il s'agissait d'un fleuron de l'économie québécoise et canadienne et je ne voulais pas qu'il nous échappe. Mais ce n'est pas

une finalité pour lui et qu'il est en fait un minimaliste fini.

«Dans la vie, ce n'est pas le seul profit qui importe. Si c'était le cas, je serais toujours en train de compter. J'ai roulé durant sept ans en Smart. Là, je loue une Golf à 277,10 \$ par mois. Moi, ça me suffit, je n'ai pas besoin de plus», tranche-t-il.

Faire des affaires et avoir du succès en affaires lui ont certes permis de réaliser sa passion de voyages et de la découverte, mais ces activités étaient aussi au cœur de sa passion.

«Faire des affaires, c'est échanger, c'est de faire des compromis, c'est de réaliser une transaction qui va durer dans le temps. De réaliser des transactions qui sont gagnantes pour les deux parties. Tu n'es pas obligé de toujours accumuler.

«Quand je voyage, c'est ce que je fais, je veux comprendre les gens et les lieux où je suis et là, présentement, j'arrive au terme de mon projet puisqu'il est complété à 95 %», estime-t-il.

Ce que Bruno Rodi retient de son incroyable odyssée dans le monde, c'est combien on vit dans un pays exceptionnel au Québec.

«Je viens de débarquer du Congo où la situation est pour le moins chaotique et j'arrive au bureau des passeports à Montréal où tout est calme, en ordre. On se sent en sécurité. Moi, je dis: "Chargez-moi plus d'impôt!"», conclut l'entrepreneur-voyageur.

Un minimaliste qui profite de la vie

Bruno Rodi affirme que les affaires n'ont jamais été



Appel de candidatures

Commissaire à la lutte contre la corruption

Avis de recrutement de personnes aptes à être nommées commissaire à la lutte contre la corruption

Contexte: Le Commissaire à la lutte contre la corruption est un organisme dont la charge a été instituée par la Loi concernant la lutte contre la corruption, chapitre L-6.1. Son mandat vise à renforcer les actions de prévention et de lutte contre la corruption en matière contractuelle dans le secteur public et contribuer à favoriser la confiance du public dans les marchés publics. Pour ce faire, il assure, pour l'État, la coordination des activités de prévention et dirige les actions de vérification et d'enquête menées notamment par l'Unité permanente anticorruption (UPAC).

Candidatures recherchées: Un emploi à temps plein pour exercer la fonction de commissaire à la lutte contre la corruption est à pourvoir, plus précisément au bureau du Commissaire à la lutte contre la corruption situé dans la région de Montréal.

Les personnes intéressées et possédant les qualités recherchées sont invitées à soumettre leur candidature à la procédure de sélection aux fins de constituer une liste de personnes déclarées aptes à être nommées commissaire à la lutte contre la corruption.

Attributions: La personne nommée commissaire a pour fonctions:

- 1° de recevoir, de consigner et d'examiner les dénonciations d'actes répréhensibles, afin de leur donner les suites appropriées;
- 2° de diriger ou de coordonner les activités de toute équipe d'enquête formée de membres de son personnel ou désignée par le gouvernement, selon le cas;
- 3° de requérir, de sa propre initiative, des enquêtes afin de détecter la commission d'actes répréhensibles;
- 4° de formuler des recommandations au président du Conseil du trésor et au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire sur toute mesure concernant l'adjudication des contrats dont les conditions sont déterminées par une loi dont ils sont chargés de l'application;
- 5° de formuler des recommandations au ministre de la Sécurité publique ainsi qu'à tout organisme ou toute personne du secteur public sur toute mesure visant à favoriser la prévention et la lutte contre la corruption;
- 6° d'assumer un rôle de prévention et d'éducation en matière de lutte contre la corruption.

Elle peut en outre effectuer ou faire effectuer toute enquête ou tout complément d'enquête à la demande du Directeur des poursuites criminelles ou pénales.

Elle exerce également toute autre fonction que lui confie le gouvernement ou le ministre de la Sécurité publique.

Conditions de travail: Le gouvernement fixe la rémunération de la personne nommée commissaire, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail. Le mandat est d'une durée fixe, qui ne peut excéder cinq ans. À l'expiration de son mandat, la personne demeure en fonction jusqu'à ce qu'elle soit nommée de nouveau ou remplacée.

Conditions d'admission: Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle ou d'une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente ET posséder au moins quinze (15) années d'expérience, dont 7 années dans des activités d'encadrement et 8 années d'expérience professionnelle ou d'encadrement dans le domaine du droit criminel ou des enquêtes.

Critères de sélection: Le comité constitué à cet effet prendra en compte dans son évaluation des candidatures, notamment, les critères suivants: degré de connaissance du domaine d'activités, habileté à communiquer, leadership, agilité et prise de décision, sens de l'éthique et habileté à traiter des dossiers hautement confidentiels et d'envergure.

Modalités d'inscription: 1. Fournir un curriculum vitae, le formulaire d'inscription ainsi qu'une copie des attestations d'études ou de l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec (attestation d'équivalence du MICC). Le formulaire d'inscription est disponible sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique www.securitepublique.gouv.qc.ca/commissaire.

2. Accepter par écrit que des vérifications soient faites à son sujet notamment auprès d'un organisme disciplinaire ou d'un ordre professionnel dont la personne candidate est ou a été membre, de ses employeurs des dix (10) dernières années et des autorités policières.

Faire parvenir votre candidature **au plus tard le 9 mars 2016 à 17h** à l'adresse suivante en indiquant le numéro de concours **UPAC2016-01**.

Secrétariat du comité de sélection
Ministère de la Sécurité publique
2525, boulevard Laurier
Tour des Laurentides, 7^e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Pour information: Sylvie Blouin, conseillère en gestion des ressources humaines
418 646-6777, poste 30180

Veuillez noter que seules les candidatures reçues **avant la date limite** seront considérées.

Avis aux personnes candidates: la candidature, les documents et renseignements afférents sont confidentiels.

Québec

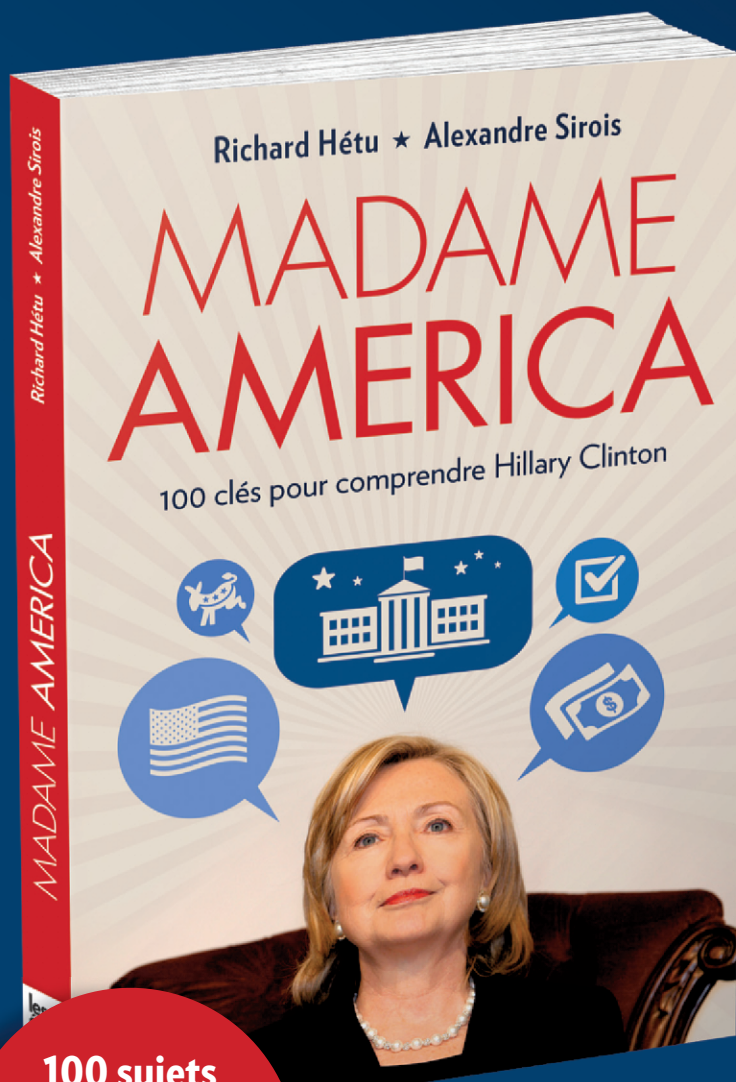
TOUT SUR HILLARY CLINTON

« VOUS ALLEZ TOUT COMPRENDRE EN UN SEUL LIVRE. »

Benoit Dutrizac, 98.5 FM

« C'EST UN INCONTOURNABLE! »

Alain Gravel, Ici Radio-Canada Première



100 sujets traités de façon originale et informative

Offert en librairie ou sur editionslapresse.ca

Aussi en format PDF et E-pub





LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

WORKOPOLIS

TÉLÉPHONE 514.285.7320 | TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053 | cv@lapresse.ca

CARRÉ SAINT-LAURENT

Un traitement de faveur fait à Angus, selon un concurrent

ANDRÉ DUBUC

Un vétérinaire de la scène immobilière de Montréal, Richard Hylands, président de la société Kevric, ne comprend pas pourquoi le gouvernement du Québec accorde un contrat sans appel d'offres à la Société de développement Angus pour reloger les fonctionnaires au centre-ville à un moment où le marché penche nettement en faveur des locataires.

« J'ai toujours des réserves quand des projets se font octroyer sans appels d'offres. Je ne vois pas pourquoi la Société Angus est traitée différemment de toutes les autres », dit M. Hylands, au téléphone.

Jeudi, *La Presse* a rapporté que le gouvernement du Québec donnait le feu vert à une version 2.0 du projet

Carré Saint-Laurent, à l'angle de Sainte-Catherine et de Saint-Laurent, au cœur du *Red Light* de Montréal. La première phase du projet consiste à construire un immeuble de huit étages

Selon M. Hylands, le gouvernement aurait dû exprimer son besoin de trouver des locaux par appel d'offres de façon à susciter la concurrence entre les propriétaires du cen-

« J'ai toujours des réserves quand des projets se font octroyer sans appels d'offres. Je ne vois pas pourquoi la Société Angus est traitée différemment de toutes les autres. » — Richard Hylands, président de la société Kevric

pour y loger 900 fonctionnaires de l'immigration occupant 150 000 pi². Le contrat de 25 ans d'une valeur dépassant largement les 100 millions de dollars a été accordé sans appel d'offres. La mise en chantier du bâtiment devrait commencer en août prochain.

tre-ville et obtenir la meilleure offre qui soit.

« Le taux d'inoccupation est historiquement élevé. On approche les 15 %, dit M. Hylands. C'est un moment intéressant pour les appels d'offres. Les propriétaires sont prêts à faire des offres

concurrentielles », ajoute-t-il. Sa propre société, Kevric, a encore 100 000 pi² à louer à la Tour Aimia, qui vient d'être construite à l'angle de McGill et de Viger.

Selon l'agence immobilière Devencore NKF, le taux de disponibilité — qui tient aussi compte des locaux de bureaux pouvant être actuellement occupés, mais étant néanmoins disponibles pour la location ou la sous-location — était en hausse au centre-ville au quatrième trimestre de 2015 et s'établissait à 15,5 %.

Deux millions de plus pour loger 900 fonctionnaires

Il en coûtera 2 millions de plus par année pour loger les fonctionnaires au Carré Saint-Laurent, eux, qui sont

éparpillés dans cinq endroits, dont au 360, rue McGill, immeuble appartenant au gouvernement provincial. Québec espère récupérer une partie du surcoût des loyers en rachetant au rabais le Carré Saint-Laurent après 25 ans, a expliqué jeudi Martin Roy, porte-parole de la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Sous un gouvernement péquiste, Québec s'était entendu une première fois avec Angus en 2013 au sujet du Carré Saint-Laurent. Une fois élu, Philippe Couillard a annulé le projet en raison du coût élevé des loyers. Jeudi, M. Roy a dit que le gouvernement était exposé à des poursuites puisqu'une entente était déjà conclue.

En signant une nouvelle entente avec Angus, le gouvernement fait aussi plaisir au fonds fiscalisé Fondation CSN qui avait payé près de 20 millions pour assembler les terrains entre 2008 et 2010.

Fondation CSN est propriétaire des terrains du Carré Saint-Laurent par l'entremise d'une société en commandite gérée par le promoteur, la Société de développement Angus.

LA PRESSE



CARRIÈRES ET EMPLOIS

WORKOPOLIS

TÉLÉPHONE 514.285.7320 | TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053 | cv@lapresse.ca

Commission scolaire
du Chemin-du-Roy

OFFRE D'EMPLOI

DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE
OU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

CONCOURS 2015-2016 RH-G 04

Vous trouverez les détails sur la nature du travail en consultant le site de la Commission scolaire : www.csduroy.qc.ca, cliquer sur Emplois.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae accompagné d'une lettre motivant leur candidature au plus tard vendredi le 4 mars 2016, à midi, à l'attention de :

Sélection DGA – confidentiel
Madame Hélène Corneau, directrice générale
Commission scolaire du Chemin-du-Roy
1515, rue Sainte-Marguerite – C.P. 100
Trois-Rivières (Québec) G9A 5E7
Courriel : selectiondga@csduroy.qc.ca

La Commission scolaire du Chemin-du-Roy a un programme d'accès à l'égalité en emploi et invite les personnes handicapées, les femmes, les autochtones ainsi que les membres des minorités visibles et des minorités ethniques à présenter leur candidature.



résolu
Produits forestiers

**SUPERVISEUR CENTRALE THERMIQUE
(1600130)**

VOTRE ÉQUIPE :

Supérieur hiérarchique: Directeur services techniques et énergie

LIEU DE TRAVAIL :

Produits forestiers Résolu
Usine de Clermont

VOS DÉFIS :

- Superviser et diriger toutes les activités reliées au département de la centrale thermique en collaboration avec le directeur services techniques et énergie, tout en respectant les objectifs organisationnels.
- Assurer une gestion harmonieuse des équipes de travail.
- Redresser rapidement une situation et gérer efficacement les priorités.
- Diagnostiquer et résoudre les problèmes de façon optimale.
- Assurer le maintien et l'amélioration de plusieurs systèmes de gestion (santé et sécurité, qualité, environnement, amélioration continue).
- Assurer le respect des dispositions de la convention collective de travail.
- Assurer un tour de garde de fin de semaine selon calendrier établi.

VOTRE PROFIL :

- Titulaire d'un baccalauréat en Génie ou expérience pertinente de cinq à huit années.
- Posséder un certificat de qualification en vigueur de mécanicien de machines fixes de classe 1 ou 2.
- Expérience pertinente d'opération de chaudières à vapeur
- Expérience dans un traitement des eaux de procédé est un atout.
- Posséder une expérience reconnue de supervision de personnel dans un environnement syndiqué est un atout.
- Autonomie et bonne capacité à communiquer.
- Savoir faire preuve de vision et de leadership rassembleur.
- Sens de l'organisation du travail, bon esprit d'analyse, capacité d'adaptation.
- Le bilinguisme est un atout.

CONDITION DE TRAVAIL :

Travail à temps plein avec salaire et programme d'avantages sociaux concurrentiels.

Toute personne intéressée à déposer sa candidature est invitée à le faire par courriel en joignant son curriculum vitae à l'adresse suivante : christine.lessard@resolutefp.com
Date limite de réception des candidatures : **avant le 7 mars 2016**
Nous communiquerons seulement avec les candidats retenus.
Produits forestiers Résolu souscrit aux principes de l'égalité en emploi.

FAITES PARTIE DU CHANGEMENT

Produits forestiers Résolu est un chef de file mondial de l'industrie des produits forestiers. Nous offrons un milieu de travail dynamique et sécuritaire, riche en occasions et en défis qui vous permettront d'accroître vos compétences. Nous fabriquons et commercialisons un large éventail de produits du papier, de la pâte et du bois dans près de 80 pays, et possédons ou exploitons quelques 40 usines de pâtes et papiers et de produits du bois aux États-Unis, au Canada et en Corée du Sud. Œuvrant dans un secteur en évolution rapide, Résolu est en pleine écriture du prochain chapitre de son histoire. Nous avons réalisé d'importants progrès pour assurer notre rentabilité à long terme et pour être un fournisseur de choix, respectueux de l'environnement. Aidez-nous à écrire notre histoire : faites partie du changement.

Le genre masculin désigne à la fois les hommes et les femmes sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.



The Conference Board
of Canada

Le Conference Board
du Canada



Renforcer les capacités de leadership afin de bâtir un meilleur Canada.

L'organisme de recherche indépendant et sans but lucratif le plus en vue au Canada, dont les études se fondent sur des données probantes et qui travaille à bâtir un avenir meilleur pour les Canadiens en favorisant le dynamisme et la compétitivité de notre économie et notre société, est à la recherche de candidats pour le poste de...

Premier vice-président et économiste en chef

Vous êtes un chef de file crédible, un porte-parole réputé et indépendant en matière d'économie canadienne. Vous êtes en mesure de jouer un rôle stratégique pour le compte de l'organisme grâce à vos capacités de leadership, de développement des affaires et d'innovation dans les domaines de la prévision et de l'analyse économiques ainsi que des politiques publiques, tout cela dans le cadre d'un modèle d'affaires durable et évolutif. Votre connaissance approfondie de l'économie canadienne, votre jugement sûr et vos fondements éthiques vous permettent de superviser et de commercialiser des recherches originales basées sur des données économiques provenant du Canada et d'ailleurs dans le monde. Vous pouvez traiter de questions complexes, brasser des idées et générer des points de vue sur l'économie qui ont de la valeur aux yeux des dirigeants canadiens. Établi à Ottawa et relevant du président et chef de la direction, vous participerez activement à la gestion et à la stratégie globales de l'organisme en tant que membre de l'équipe de direction. Vous attirerez, inspirerez et stimulerez une équipe de professionnels de haut niveau.

Les candidats intéressés peuvent faire parvenir en toute confidentialité leur curriculum vitae d'ici le 15 avril 2016 en consultant l'affichage en ligne disponible sur la page Carrières du site www.conferenceboard.ca.

INRS
UNIVERSITÉ DE RECHERCHE

Directrice ou directeur – Service des communications

L'INRS est une université de recherche et de formation de 2^e et 3^e cycles. Première au Canada pour son intensité en recherche, l'INRS rassemble 150 professeurs et plus de 800 étudiants et stagiaires postdoctoraux répartis dans quatre centres situés à Québec, Montréal, Laval et Varennes.

Relevant du directeur général (recteur), vous assurerez un leadership institutionnel dans le développement et la mise en œuvre des stratégies de communication et de promotion auprès des clientèles externes et internes de l'INRS. Vous assumerez la responsabilité de concevoir, de planifier, d'appliquer et d'évaluer les politiques et les procédures de communication, les plans d'action et la gestion des opérations, dans une perspective d'optimisation des ressources allouées. Vous ferez connaître l'INRS, sa mission et ses réalisations, et contribuerez de façon durable à son rayonnement à l'échelle locale, nationale et internationale ainsi qu'à la consolidation de relations durables pour l'organisation. Vous collaborerez à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans d'action visant à assurer l'atteinte des objectifs stratégiques en matière d'enseignement et de recherche.

La personne recherchée aura à composer avec un environnement complexe, riche et stimulant. Elle détient une solide expérience dans un poste à responsabilités comparables, soutenue par une formation universitaire de 1^{er} cycle en communication ou dans une discipline appropriée. Elle possède un esprit d'analyse développé et un excellent sens de l'organisation. Son leadership innovateur et rassembleur, ses habiletés de communication et de relations interpersonnelles lui permettront de mobiliser son équipe ainsi que l'ensemble de la communauté universitaire en vue de l'accomplissement de la mission de l'INRS.

Lieu de travail : Québec avec des déplacements dans la région de Montréal.

Pour la description complète du poste, consultez notre site Internet dans la section *Emplois*, à l'adresse suivante : www.inrs.ca/emplois.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de postuler en ligne **au plus tard le 13 mars 2016**.

L'INRS souscrit au principe de l'égalité en emploi.

LA PRESSE AFFAIRES

SNC-Lavalin de retour en cour en 2018

SYLVAIN LAROCQUE

Après avoir plaidé coupable à des accusations de corruption en Suisse, Riadh Ben Aïssa témoignera contre son ancien employeur, SNC-Lavalin, dans le cadre du dossier criminel intenté contre le géant mont-réalais de l'ingénierie pour des malversations présumées en Libye.

C'est ce qu'a indiqué hier l'un des avocats de SNC, François Fontaine, du cabinet Norton Rose Fulbright. L'enquête préliminaire de SNC-Lavalin dans cette affaire commencera en septembre 2018 et durera 50 jours. Jusqu'à 30 témoins pourraient être appelés à la barre.

Cette longue attente donnera encore plus de temps à l'entreprise pour tenter de convaincre le gouvernement fédéral de négocier une entente à l'amiable dans ce dossier. S'il devait y avoir procès, il n'aurait lieu que plusieurs mois plus tard, soit en 2019 ou en 2020.

Une loi attendue

SNC presse Ottawa d'adopter une loi pour permettre aux entreprises soupçonnées de corruption de payer des amendes plutôt que d'être accusées au criminel, comme le veut la pratique aux États-Unis. L'entreprise craint d'être exclue de certains marchés si elle est reconnue coupable.

« Si on doit se rendre à procès, on est prêts à le faire, mais évidemment on souhaiterait pouvoir en arriver à une entente [avec le gouvernement] », a affirmé hier un porte-parole de SNC-Lavalin, Louis-Antoine Paquin.

Il y a un an, la Couronne a porté des accusations de fraude et de corruption contre SNC pour des malversations présumées en Libye. Selon la poursuite, la firme aurait versé à des officiels libyens un avantage d'une valeur de 47,7 millions en plus d'avoir privé des entreprises libyennes d'une somme de 129,8 millions. Les faits se seraient déroulés entre 2001 et 2011.

Un ancien haut dirigeant de SNC-Lavalin, Sami Bebawi, fait également face à des accusations criminelles dans ce scandale. Son enquête préliminaire aura lieu en même temps que celle de SNC, mais pas son procès, si l'on devait se rendre jusque-là.

Quant à Riadh Ben Aïssa, il fait face à 16 chefs d'accusation dans un autre dossier de corruption, celui du Centre universitaire de santé McGill, dans lequel des pots-de-vin de plus de 20 millions auraient été versés.

L'ancien vice-président de SNC a collaboré avec l'enquête de la GRC dans le dossier libyen.

AVIS LÉGAUX
APPELS D'OFFRES
SOUMISSIONS - ENCANSAVIS PUBLIC - APPEL
D'OFFRES GI-2016-22 SHDM

La Société d'habitation et de développement de Montréal (la Société) a pour objet de contribuer au développement économique et social de la Ville de Montréal par la mise en valeur d'actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle sur le territoire de celle-ci. La Société est un mandataire de la Ville de Montréal.

La Société demande des soumissions lesquelles devront être reçues avant 15 h, à la date indiquée ci-dessous, au bureau de la Société situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, bureau 2200, Montréal (Québec) H2L 4L8, à l'attention de M. Carl Bond.

CATÉGORIE : CONTRAT DE SERVICES
PROFESSIONNELS

DESSCRIPTIF : Gestion et conciergerie des immeubles portant les numéros civiques suivants : 60-100, rue Sherbrooke Est, 911-931, rue Jean-Talon Est et 164, rue Notre-Dame Est, à Montréal

SOUMISSION NO : GI-2016-22

DATE D'OUVERTURE : Le mercredi 23 mars 2016 à 15 h

DOCUMENTS : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles sur le site électronique d'appel d'offres www.seao.ca ou en communiquant avec le service à la clientèle de SÉ@O au 514 856-6600 (sans frais au 1 866 669-7326) à compter du lundi 29 février 2016.

RENSEIGNEMENTS : Mme Marie-Andrée Dumaine, secrétaire de direction - Direction de la gestion immobilière 514 380-2131 ou à l'adresse électronique mdumaine@shdm.org.

VISITE DES LIEUX : Conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société, aucune visite guidée des lieux avec tous les soumissionnaires regroupés n'est prévue.

Les documents relatifs à cet appel d'offres font mention de toutes les exigences et de tous les critères qui seront utilisés pour évaluer les offres, notamment le pointage intermédiaire minimal de 70, ainsi que les méthodes de pondération et d'évaluation des offres fondées sur ces critères.

Pour être valablement reçus, les documents de soumission doivent être placés dans une enveloppe portant le descriptif prévu au cahier des charges, laquelle doit être cachetée et contenir une enveloppe cachetée contenant le prix proposé.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement au bureau de la Société, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. Seul le nom des soumissionnaires ayant présenté une soumission sera mentionné publiquement, les soumissions étant évaluées par un comité de sélection par la suite.

Les documents d'appel d'offres seront disponibles en français uniquement.

La Société ne s'engage pas à accepter la soumission ayant reçu le meilleur pointage, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, ce 27 février 2016.

Carl Bond
Directeur de la Gestion immobilière commerciale

Bombardier La demande de Legault va rester lettre morte

La demande du chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, de renégocier les conditions de l'investissement du gouvernement québécois dans la C Series de Bombardier demeurera vraisemblablement lettre morte. Au terme d'une

rencontre hier avec le président et chef de la direction de Bombardier, Alain Bellemare, le chef caquiste a dit qu'il continue de croire que l'investissement du gouvernement québécois dans la C Series est trop risqué.

Si le constructeur d'avions

et de trains a demandé à rencontrer M. Legault, c'était principalement pour lui expliquer en détail le programme de son nouvel avion commercial. « Je ne pense pas qu'il y ait une question de rouvrir quoi que ce soit », a par la suite expliqué un

porte-parole de Bombardier, John Paul Macdonald, au cours d'un entretien téléphonique. Le chef du Parti québécois, Pierre Karl Peladeau, devrait s'entretenir avec M. Bellemare la semaine prochaine.

— La Presse Canadienne

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

GROUPAMA GAN VIE
exerçant son activité au Canada en tant que succursale
sous la dénomination sociale
GAN ASSURANCES VIE COMPAGNIE FRANÇAISE
D'ASSURANCES VIE MIXTE

LIBÉRATION D'ACTIF

Conformément à l'article 651 de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada) (la « Loi »), avis est par les présentes donné que GROUPAMA GAN VIE, exerçant son activité au Canada en tant que succursale sous la dénomination sociale GAN ASSURANCES VIE COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES VIE MIXTE (« GAN »), a l'intention de faire une demande auprès du surintendant des institutions financières (Canada), au plus tôt le 4 avril 2016, afin de libérer l'actif qu'elle maintient au Canada conformément à la Loi.

Tout créancier ou souscripteur visé par les opérations d'assurance au Canada de GAN qui s'oppose à cette libération est invité à faire acte d'opposition auprès de la Division de la législation et des approbations du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada), soit par la poste au 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, soit par courriel à l'adresse approbationsetprecedents@osfi-bsif.gc.ca, au plus tard le 4 avril 2016.

le 20 février 2016

GROUPAMA GAN VIE
Agissant par l'entremise de ses procureurs
STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., s.r.l.

AVIS DE CONVOCATION Computershare

Avis est donné par les présentes que les assemblées des actionnaires suivantes seront tenues :

| ÉMETTEUR | TYPE | CLÔT. DES REG. | DATE/HEURE DE L'ASSEMBLÉE | ENDROIT |
|------------------------------|-------------------|----------------|---------------------------|---------------|
| Corporation Financière Power | Générale annuelle | 23 mars 2016 | 12 mai 2016 à 11 h | Montréal (QC) |
| Power Corporation du Canada | Générale annuelle | 23 mars 2016 | 13 mai 2016 à 11 h | Montréal (QC) |

RBC Assurances

Compagnie d'assurance vie RBC
Avis de convocation à l'assemblée annuelle et extraordinaire de l'actionnaire et des titulaires de contrat

Quand : Le mercredi 9 mars 2016
8 h 30 (heure de Toronto)
Où : RBC Insurance Conference Centre
Salle Niagara, Tower II
6880 Financial Drive
Mississauga (Ontario) Canada

Questions à l'ordre du jour de l'assemblée annuelle et extraordinaire de l'actionnaire et des titulaires de contrat

- 1) Recevoir le rapport financier annuel pour la période terminée le 31 octobre 2015 et le rapport de l'auditeur et le rapport de l'actuaire s'y rapportant;
- 2) nommer l'auditeur;
- 3) élire les administrateurs; et
- 4) étudier toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée.

AVIS PUBLIC - APPEL
D'OFFRES DEV-16-005 SHDM

La Société d'habitation et de développement de Montréal (la Société) a pour objet de contribuer au développement économique et social de la Ville de Montréal par la mise en valeur d'actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle sur le territoire de celle-ci. La Société est un mandataire de la Ville de Montréal.

La Société demande des soumissions lesquelles devront être reçues avant 14 h, à la date indiquée ci-dessous, au bureau de la Société situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, bureau 2200, Montréal (Québec) H2L 4L8, à l'attention de M. Carl Bond.

Présentation du projet : Projet de Construction en mode accéléré pour des travaux de base et des améliorations locales d'un édifice commercial locatif de prestige situé dans le Quartier des Spectacles au coin des rues Balmoral et du boulevard De Maisonneuve. L'immeuble, d'une superficie brute bâtie de 340 570 pi² avec six niveaux en sous-sol et 200 cases de stationnement, comportera un niveau rez-de-chaussée, un niveau mezzanine et onze niveaux destinés à des occupants du domaine institutionnel, culturel et commercial. Les six premiers niveaux sont réservés aux futurs bureaux de l'Office national du film (ONF), à l'exception de certains locaux à vocation commerciale au rez-de-chaussée. Une certification LEED NC 2009 niveau Or est visée.

CATÉGORIE : CONTRAT DE CONSTRUCTION

DESSCRIPTIF :

Lot 3.5 - Plomberie, chauffage et refroidissement

Lot 3.6 - Protection incendie

Lot 3.7 - Ventilation et contrôle

Lot 3.8 - Électricité, télécommunication et sécurité

SOUMISSION NO : DEV-16-005

DATE D'OUVERTURE : 24 mars 2016

DOCUMENTS : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles sur le site électronique d'appel d'offres www.seao.ca ou en communiquant avec le service à la clientèle de SÉ@O au 514 856-6600 (sans frais au 1 866 669-7326) à compter du 26 février 2016.

DÉPÔT DE GARANTIE : La soumission devra être accompagnée d'un dépôt de garantie de soumission d'une valeur de 10 % de la soumission et valide pour 90 jours.

Un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et main-d'œuvre, d'une valeur de 50 % chacun de la valeur du contrat seront exigés à la signature du contrat.

RENSEIGNEMENTS : Mme Jocelyne Tardif, secrétaire de service, Direction du développement immobilier à l'adresse électronique JTardif@shdm.org

VISITE DES LIEUX : Conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société, aucune visite guidée des lieux avec tous les soumissionnaires regroupés n'est prévue.

Pour être valablement reçus, les documents de soumission doivent être placés dans une enveloppe clairement identifiée et portant le descriptif du projet ainsi que le numéro de soumission, laquelle doit être cachetée selon les instructions des documents d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement à la salle du CA au bureau de la Société, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Les documents d'appel d'offres seront disponibles en français uniquement. Les soumissionnaires devront posséder, au moment du dépôt de la soumission, un établissement d'entreprise au Québec et détenir les licences appropriées émises par la Régie du bâtiment du Québec ainsi que l'autorisation de contracter auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), pour les soumissions supérieures à 5M\$, toutes taxes incluses.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, ce 22 février 2016,

Carl Bond
Directeur de la Gestion immobilière commerciale

Audience publique

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

PROJET OLÉODUC ÉNERGIE EST DE TRANSCANADA
- SECTION QUÉBÉCOISE

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) donne avis que les séances de l'audience publique sur le projet ci-dessus mentionné débiteront le 7 mars à 19 h.

La première partie de l'audience vise à permettre au public et à la commission d'enquête de cerner tous les aspects du projet en vue de la deuxième partie de l'audience.

La deuxième partie permettra à la commission d'entendre les personnes qui auront déposé un mémoire ou qui désirent faire connaître de vive voix leur opinion sur le projet.

Coordonnées de l'audience :

1^{re} partie

Salle principale

Complexe les 2 glaces - Honco, salle Desjardins
275, avenue Taniata,
Lévis (Québec) G6W 5M0
Les séances débiteront le 7 mars à 19 h.

Salles satellites (par visioconférence)

Centre Embassy Plaza, salle Empress
1003, boulevard Curé-Labelle,
Laval (Québec) H7V 2V6

Musée québécois de culture populaire, salle E07
200, rue Lavolette
Trois-Rivières (Québec) G9A 6L5

Centre Bombardier, salle Carmen-Gagnon
600, 9^e rue
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0

2^e partie

Les séances débiteront le 25 avril à 19 h.

Le résumé et une carte relative au projet pourront être consultés en version imprimée aux endroits suivants. Les documents qui s'ajouteront au cours de l'enquête et de l'audience publique pourront, quant à eux, être consultés gratuitement par Internet à ces mêmes endroits.

Bibliothèque Yves-Thériault
670, rue de la Place Publique
Laval (Québec) H7X 1G1
Téléphone : 450 978-6599

Bibliothèque Sylvain-Garneau
187, boulevard Sainte-Rose
Laval (Québec) H7L 1L5
Téléphone : 450 978-3940

Bibliothèque Marius-Barbeau
1245, montée du Moulin
Laval (Québec) H7A 3V6
Téléphone : 450 662-4005

Bibliothèque Germaine-Guèvremont
2900, boulevard de la Concorde Est
Laval (Québec) H7E 2B6
Téléphone : 450 662-4002

Bibliothèque Gatien-Lapointe
1425, Place de l'Hôtel-de-Ville
Trois-Rivières (Québec) G9A 5L9
Téléphone : 819 372-4615

Bibliothèque Alain-Grandbois
160, rue Jean-Juneau
Saint-Augustin-de-Desmaures
(Québec) G3A 2P1
Téléphone : 418 878-5473

Bibliothèque Francine-McKenzie
100, rue Arlette-Fortin
Lévis (Québec) G6Z 3B9
Téléphone : 418 839-0012

Bibliothèque Lauréat-Vallière
2161, chemin du Fleuve
Lévis (Québec) G6W 1Y7
Téléphone : 418 839-5242

Bibliothèque Jean-Gosselin
3315, avenue des Églises
Lévis (Québec) G6W 1W2
Téléphone : 418 835-8595

Bibliothèque Pierre-Georges-Roy
7, rue Monseigneur-Gosselin
Lévis (Québec) G6V 5J9
Téléphone : 418 838-4122

Bibliothèque Léon-Laberge
284, boulevard Nilus-Leclerc
L'Islet (Québec) G0R 2C0
Téléphone : 418 247-3060

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Bibliothèque de La Pocatière
900, 6^e avenue, bureau 4
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
Téléphone : 418 856-3394 poste 118

Heures d'ouverture :
Mardi : 10 h - 21 h
Mercredi, jeudi et vendredi : 14 h - 21 h
Samedi et dimanche : 10 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Lundi au mercredi : 12 h - 20 h
Jeudi et vendredi : 9 h - 18 h
Samedi et dimanche : 9 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Heures d'ouverture :
Mardi, mercredi et jeudi : 12 h - 20 h
Vendredi : 9 h - 17 h
Samedi et dimanche : 13 h - 17 h
L'horaire peut varier pour les congés fériés

Québec

Les sports et le cinéma aident TVA

SYLVAIN LAROCQUE

Le Groupe TVA a subi une perte nette de 1,47 million de dollars (3 cents par action) au quatrième trimestre, soit trois fois moins que celle de 4,4 millions (19 cents par action) enregistrée pendant la même période de 2014.

L'entreprise montréalaise a surtout bénéficié d'une amélioration notable de la rentabilité de ses activités de télévision et de production ainsi que de l'inclusion des résultats de sa division de services cinématographiques et audiovisuels (MELS), qui fait suite à l'acquisition de la firme Vision Globale, à la fin de 2014.

Le bénéfice d'exploitation ajusté du secteur de la télédiffusion et de la production a presque triplé pour atteindre 14 millions alors que les revenus n'ont progressé que de 5,8 % pour s'établir à 123 millions. Plus spécifiquement, le



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

L'action de TVA, qui n'a qu'un minime volume de transactions, n'a pas bougé hier, à 4,33\$. Le titre a perdu environ 30 % dans la dernière année.

bénéfice d'exploitation ajusté de la chaîne TVA Sports a bondi de 49 % à la faveur d'une hausse de 19 % de ses

revenus publicitaires et de 13 % de ses revenus d'abonnement. L'automne dernier, dans le cadre d'un programme de

réduction des coûts, 27 syndicats de ce secteur ont accepté des départs volontaires à la retraite.

Le bénéfice d'exploitation ajusté de la division des magazines n'a crû que de 6,4 % alors que ses revenus ont plus que doublé pour se chiffrer à 32,5 millions. Les ventes ont toutefois reculé si l'on exclut la dizaine de magazines acquis de Transcontinental en 2014.

Quant à la division MELS, elle a généré un bénéfice d'exploitation ajusté de 980 000\$ sur des revenus de 11,8 millions.

Le Groupe TVA a terminé l'année avec un chiffre d'affaires de 589,9 millions, en hausse de 34,3 %, et une perte nette de 55,2 millions (1,42\$ par action). En 2014, l'entreprise avait enregistré une perte nette de 41,1 millions (1,73\$ par action).

L'action de TVA, qui n'a qu'un minime volume de transactions, n'a pas bougé hier, à 4,33\$. Le titre a perdu environ 30 % dans la dernière année. La société mère de TVA, Québecor, publiera ses résultats le 9 mars.

- APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

RÉSEAU Sépaq

APPEL D'OFFRES

Parc national du Mont-Orford
Restauration et drainage
de la plage du lac Stukely
Projet n° : 07-09550

Les soumissionnaires peuvent
obtenir les informations sur l'appel
d'offres en visitant le site :

www.sepaq.com/immobilisations

Dépôt des soumissions :
24 mars 2016 à 15 h

SAQ

APPEL D'OFFRES

Local commercial – Bannière SÉLECTION

St-Sauveur
DOSSIER : L 0537-380

Les personnes ou les entreprises intéressées peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appel d'offres (SEAO) ou en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au (514) 856-6600 région de Montréal ou région extérieure 1 (866) 669-7326 ou en consultant le site web www.seao.ca.

La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions reçues.

SAQ

APPEL D'OFFRES

Local commercial – Bannière SÉLECTION

Ste-Agathe-des-Monts
DOSSIER : L 0536-165

Les personnes ou les entreprises intéressées peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appel d'offres (SEAO) ou en communiquant avec un de ses représentants par téléphone au (514) 856-6600 région de Montréal ou région extérieure 1 (866) 669-7326 ou en consultant le site web www.seao.ca.

La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des propositions reçues.

AVIS IMPORTANT RECOURS COLLECTIF CHIRURGIES REPORTÉES

Si vous aviez rendez-vous pour une chirurgie au Québec les 13 novembre 2002, 2 décembre 2002 ou 16 janvier 2003 et qu'elle a été reportée en raison des journées d'étude des médecins spécialistes tenues à ces trois dates, vous avez droit à une indemnité de près de 500\$, **sans aucuns frais**, ainsi qu'en a décidé la Cour supérieure dans son jugement rendu le 9 décembre 2010, dossier 500-06-000219-036.

Vous pouvez également présenter une réclamation pour une personne dont vous êtes le représentant légal (héritier, légataire, curateur...).

Pour plus d'informations et pour présenter votre réclamation, veuillez visiter le site www.roylarochelle.com ou composez le (514) 866-3003, poste 239. Il suffit de quelques minutes pour compléter la demande d'indemnité.

ROY LAROCHELLE AVOCATS INC.



AVIS

Des milliers de biens ne sont pas réclamés par leurs propriétaires ou leurs héritiers. Au Québec, c'est notre organisation qui a été désignée pour liquider les successions et administrer provisoirement les produits financiers et les biens non réclamés.

Vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien ?

Consultez notre site Web, à l'adresse www.revenuquebec.ca/fr/bnr ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés au 1 866 840-6939 pour obtenir de l'information pertinente et connaître la procédure à suivre afin de présenter une réclamation. Les honoraires qui s'appliquent vous seront également expliqués. Ces honoraires seront déduits de la somme que vous réclamerez. Lors de votre démarche, vous devrez nous démontrer que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez.

Successions non réclamées

| Nom | Domicile | Date du décès |
|------------------------------------|---|---------------|
| ABERGEL, Jacques Akiba | 15, rue Waterman, appartement 105, Saint-Lambert | 2015-03-06 |
| ALEXIS, Franckel | 535, avenue Létourneau, appartement 3, Montréal | 2014-04-20 |
| ARCHAMBAULT, Alphonse | 3684, rue Joseph, Montréal | 2014-05-27 |
| BEAUMIER, Marcel | 7, avenue du Beaujolais, Candiac | 2014-05-15 |
| BERGERON, Benoît | 2276, rue Nadeau, Jonquièrre | 2015-05-29 |
| BIENSTOCK, Mark | 5725, avenue Victoria, Montréal | 2012-01-18 |
| BOYLE, Maureen | 6085, rue Sherbrooke Est, Montréal | 2015-01-03 |
| BUCHET, Serge | 390, chemin Brassard, Saint-Michel-des-Saints | 2013-07-02 |
| CARON, Rosaire | 2145, rue Saint-Georges, appartement 1A, Saint-Jérôme | 2014-03-16 |
| CHARPENTIER, Pierre | 854, 1 ^{re} Rue, Saint-Jean-sur-Richelieu | 2014-01-09 |
| CHERIF, Hachem | 393, rue Ivanhoe, Laval | 2015-07-28 |
| CLOUTIER, Louisa | 3009, rue Principale, Buckland | 2013-08-08 |
| COHEN, Brian | 1340, rue Logan, Montréal | 2014-07-13 |
| CORBELL, Yvon | 9555, rue Hochelaga, appartement 206, Montréal | 2014-03-02 |
| CÔTÉ, Robert | 1490, rue du Painter Circle, appartement 9, Saint-Laurent | 2015-07-08 |
| CROISSETIERE, Lucienne | 675, chemin des Fondateurs, Lac-Saguy | 2015-01-02 |
| CWILLICH, Iessie | 5795, avenue Caldwell, Côte-Saint-Luc | 2008-10-15 |
| CYR, Chantal | 1899, boulevard Le Corbusier, appartement 4, Laval | 2014-04-19 |
| DANSOU, Koffiolonoy | 426, du Soir d'Hiver, Sherbrooke | 2014-12-18 |
| DESCHENEAU, Gaston | 295, rue Cockburn, appartement 601, Drummondville | 2015-04-15 |
| DESPRÉS, Liane | 2831, rue Henri-Paul-Milot, appartement 13, Saint-Paulin | 2015-10-17 |
| DOHERTY, Rita | 10750, rue de Saint-Réal, appartement 10, Montréal | 2015-07-23 |
| DUBOIS, Betty | 1645, chemin Saint-Louis, Québec | 2014-01-05 |
| DUBOIS, Michel | 2014, rue Fournier, appartement 3, Saint-Jérôme | 2015-01-03 |
| DUCHESNE, Raymond | 156, rue François-Duclos, Trois-Rivières | 2014-06-04 |
| DUFOUR, Gertrude | 5111, rue Sherbrooke Est, appartement C-456, Montréal | 2015-07-16 |
| DUPUIS, Steve | 1140, rue de l'Aigue-Marine, appartement 306, Québec | 2014-08-12 |
| FISSETTE, Réal | 2386, rue Principale, Sainte-Élisabeth | 2015-07-05 |
| FORTIN, Jean-Guy | 11519, avenue Pelletier, Montréal | 2014-07-30 |
| FRÉCHETTE, Monique | 28, rue du Muguet, Gatineau | 2013-12-02 |
| GAGNON, Michel | 3880, rue de la Fabrique, Jonquièrre | 2015-03-27 |
| GAUDREAU, Gilles | 1878, 54 ^e Avenue, Montréal | 2015-09-27 |
| GAUTHIER, Nicole | 2122, chemin du Coteau-Des-Hêtres-Sud, Saint-André-d'Argenteuil | 2015-03-10 |
| GILL, Richard | 45, rue Plourde, appartement 203, Charlemagne | 2015-04-16 |
| GINGRAS, Martin | 113, rue Sylvain, appartement 8, Victoriaville | 2014-07-21 |
| IMBEAULT, Jean-Guy | 28, rue d'Amour, appartement 11, Matane | 2013-07-08 |
| LADOUCEUR GALLAGHER, Annette | 109, avenue du Havre-Des-Neiges, Saint-Sauveur | 2012-12-04 |
| LAJOIE, Fernande | 315, rue Flamand, appartement 515, Joliette | 2014-05-14 |
| LALONDE, Jocelyne | 3852, rue Ethel, Montréal | 2014-08-28 |
| LALONDE, Yvan | 4084, boulevard de Maisonneuve Est, appartement 250, Montréal | 2013-11-19 |
| LAVOIE, Céline | 3978, boulevard Harvey, appartement 601, Jonquièrre | 2014-06-15 |
| LAVOIE, Serge | 21, rue Donck, Laval | 2014-03-09 |
| LECLERC, Daniel | 3150, rue Mance, appartement 27, Saint-Hubert | 2015-04-06 |
| LÉGER (LAUZON), Jacqueline | 60 rue Bourcier, appartement 14, Beauharnois | 2011-10-06 |
| LELIVRE, Roger | 3500, 52 ^e Avenue, appartement 302, Montréal | 2013-06-26 |
| LONGPRÉ, Michel Ernest | 1920, rue Saint-Clément, Montréal | 2015-06-17 |
| MARTINEAU, Ghislaine (Nicole) | 481, rue Brière, Sainte-Sophie | 2008-09-21 |
| MATHIEU, Dany | 161, rue de l'Église, Saint-Pamphile | 2015-06-30 |
| MCKEE, William | 2055, rue Northcliffe, Montréal | 2015-01-01 |
| MCKEOWN, Éric | 2798, avenue De La Ronde, Québec | 2014-03-05 |
| MCTAVISH (BLACKWELL-GRANT), Jessie | 50, rue Saint-Patrice Est, Magog | 2013-05-30 |
| MÉLANÇON, Jean | 2740, rue Lavigne, appartement 1, Trois-Rivières | 2013-02-12 |
| MISTRETTA, Sandra | 8435, rue Saint-André, appartement 319, Montréal | 2014-06-30 |
| MORIN, Maryse | 3100, chemin du Chenal-du-Moine, Sainte-Anne-De-Sorel | 2014-10-28 |
| MORRISON, Béatrice | 22-3250, avenue Van-Horne, Montréal | 2014-12-31 |
| MOSQUERA VALENCIA, Enrique | 214, rue Duluth, appartement 103, Montréal | 2014-07-17 |
| NGUYEN, Hong Ha | 802, avenue Rockland, Outremont | 2015-05-05 |
| OTIS, Stéphane | 581, rue des Pins, Sainte-Sophie | 2015-09-06 |
| PAQUETTE, Réjean | 405, avenue Brigitte, Sainte-Brigitte-De-Laval | 2014-02-27 |
| PARENT, Michel | 10280, rue Paul-Comtois, appartement 5, Montréal | 2012-11-19 |
| PATENAUDE, Pierre | 1685, rue de Salaberry, Montréal | 2014-12-01 |
| POULIOT, Daniel | 105, rue Landry, appartement 1, Saint-Eustache | 2014-07-24 |
| RACINE, Robert | 15, 5 ^e Rue, Kipawa | 2015-10-06 |
| RICHARD, Jonathan | 3110, chemin Brunet, Sainte-Agathe-des-Monts | 2014-07-06 |
| ROCHON, Raymond | 33, boulevard Saint-Joseph, appartement 305, Châteauguay | 2015-07-27 |
| ROZEN, Howard | 6555, chemin Kildare, appartement 608, Côte-Saint-Luc | 2015-05-23 |
| SAMSON, Gilles | 56, 202 ^e Avenue, Saint-Hippolyte | 2014-12-12 |
| SAUVÉ, Huguette (Nathalie) | 13, rue Éthier, appartement A, Repentigny | 2015-07-16 |
| SCHINCK, Dolores | 15, rue Viau, Salaberry-de-Valleyfield | 2014-12-02 |
| SÉNÉCAL, Yvon | 14615, rue Bureau, appartement 1, Montréal | 2015-10-10 |
| ST-JACQUES, Georgette | 5565, rue Bertrand, Brossard | 2013-12-30 |
| ST-LAURENT, Benoît | 60, avenue Eugène-Lamontagne, Québec | 2014-08-13 |
| TAILLON, Charles | 182, rue Bruno-Dandenaault, appartement 3, Sherbrooke | 2014-08-16 |
| TANGUAY, Pierre | 17, rue Xavier-Giroux, appartement 3, Québec | 2013-01-10 |
| TAVARES, Roberto Carlos | 6247, rue Cartier, Montréal | 2014-09-15 |
| TEODOROVICI, Clemente (Clément) | 95, chemin Haute-Rivière, Châteauguay | 2014-05-25 |
| THOMASSIAN, Archalous | 12235, rue Grenet, Montréal | 2014-09-13 |
| TREMBLAY, Léo | 5975, avenue de l'Authion, appartement 16, Montréal | 2014-05-24 |
| VALLERAND, Jean-Claude | 1401, chemin de la Canardièrre, appartement 411, Québec | 2014-08-01 |
| VANDAL, Sylvie | 2130, boulevard des Érables, Saint-Denis-de-Brompton | 2012-12-31 |
| VEILLEUX, André | 2291, rue des Bienfaits, appartement 123, Québec | 2015-08-28 |
| WAGNER, Pierre | 1018, avenue du Lac-Saint-Charles, Québec | 2015-02-06 |

Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que nous agissons aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec et que nous avons procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes:

| Nom | Domicile | Date du décès |
|----------------------------|--|---------------|
| ALARIE, Gaston | 375, rue Argyll, Sherbrooke | 2010-09-10 |
| ARSÈNE, Denis J. | 12235, rue Grenet, Montréal | 2012-01-15 |
| ASLANIS, Achilleas | 275, avenue Brittany, Montréal | 2012-11-24 |
| ASPODIEN BOEHME, Charlott | 2400, chemin Herron, Dorval | 2011-07-12 |
| AVLMER, Edmond | 865, avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe | 2012-10-16 |
| BAKER, Irving | 5725, avenue Victoria, Montréal | 2009-11-15 |
| BARIL, Donat | 3055, boulevard Notre-Dame, Laval | 2011-03-14 |
| BARRETTE, Bernard | 1955, chemin de la Rivière, Val-David | 2013-09-13 |
| BEAUDOIN, Willie | 95, rue Saint-Damase, Drummondville | 2012-12-30 |
| BÉLANGER, Serge | 475, rue Bourguignon, Saint-Jean-sur-Richelieu | 2006-01-08 |
| BELISLE, Normand | 5795, avenue Decelles, appartement 212, Montréal | 2013-06-19 |
| BENOIT, Bruno | 260, rue Simmonds Sud, appartement 108, Granby | 2013-10-30 |
| BERNARD, Ernest | 5050, place Nogent, Brossard | 2010-09-07 |
| BERTRAND, Gaston | 3835, rue Foucault, Québec | 2013-09-07 |
| BOISVERT, Madeleine | 7445, rue Hochelaga, Montréal | 2012-04-18 |
| BOLDUC, Aimé | 183, rang Sainte-Anne, Saint-Chrysostome | 2013-11-16 |
| BOLDUC, Gilles | 1245, rue de Courcellette, Sherbrooke | 2009-07-19 |
| BOUTET, Pierre | 1050, boulevard Lebourgneuf, appartement 519, Québec | 2011-05-17 |
| BOYD, Constance | 5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal | 2011-02-21 |
| BROUILLARD, Gaétan | 116 rue Saint-Luc, Causapsal | 2012-08-17 |
| BRUNET, Alain | 767, rue François-Grave, Boucherville | 2013-05-16 |
| BURELLE, Christine | 85, chemin Eardley, Gatineau | 2013-06-29 |
| CAMPEAU, Lionel | 280, rue des Érables, Montréal | 2013-02-04 |
| CANTIN, Michel | 155, rue de Maisonneuve, appartement 1A, Québec | 2013-01-30 |
| CARON, Laurent | 94, rue du Couvent, Saint-André-d'Argenteuil | 2012-07-19 |
| CASEY, Patrick | 150, 103 ^e Avenue, appartement 263, Saint-Jérôme | 2015-01-28 |
| CHARBONNEAU, Monique | 3075, rue Paul-David, Montréal | 2012-08-04 |
| CHARETTE, Alain | 70, chemin des Violettes, Notre-Dame-du-Laus | 2013-01-29 |
| CHARLAND, Liette | 15, montée Calixa-Lavallée, appartement 111, Verchères | 2014-04-22 |
| CHAUVEY, Gaétan | 5055, avenue Henri-Julien, appartement 3, Montréal | 2011-09-12 |
| CLOUÂTRE, Serge | 6234, avenue de Gaspé, Montréal | 2010-12-15 |
| COLACCI, Giovanni Marco | 3801, boulevard Lévesque Est, Laval | 2012-11-13 |
| CROSS, Mary Isabella | 506, route 243, appartement N-230, Cleveland | 2011-12-17 |
| CYR, Pierre | 7870, boulevard Perras, appartement 2, Montréal | 2013-03-23 |
| DÉCAR (THÉRIAL), Madeleine | 2455, boulevard Rome, Brossard | 2010-10-26 |
| DÉNIGER, Donald | 782, avenue de Grande-Île, appartement 1, Salaberry-de-Valleyfield | 2012-05-01 |
| DONAHUE, Fernand | 3220, 12 ^e Avenue Nord, Sherbrooke | 2012-11-02 |
| DORVAL, Lucien | 305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Bellevue | 2010-05-23 |
| DROLET, Mathieu | 3613, avenue Calixa-Lavallée, appartement 7, Shawinigan | 2012-08-08 |
| DUHAMEL, Marcelle | 9, Croissant de la Rive-Nord, Terrebonne | 2011-01-18 |
| DUSSAULT, Gérald | 9, rue Moreau, Bedford | 2012-06-26 |
| ÉLIE, Pierre-Claude | 150, rue Berlioz, unité 156, Montréal | 2012-12-07 |
| ÉTHIER, Jocelyne | 2905, rue Des Ormeaux, Montréal | 2014-01-02 |
| FERLAND, Lilianne | 585, boulevard Manseau, Joliette | 2013-03-26 |
| FOUCAULT, Guy | 245, rue Saint-Janvier, Weedon | 2010-08-14 |

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver des personnes qui ont droit à un héritage). Sachez qu'un *chercheur d'héritier* peut exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d'accéder aux renseignements préliminaires concernant l'héritage. Notez que nous ne sommes aucunement responsables des frais que vous pourriez engager auprès d'un *chercheur d'héritier*.

Nous remettrons les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifesteront dans les délais prescrits. Notez que pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d'un délai de dix ans à compter de la date d'ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes inférieures à 500\$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans à compter de leur remise au ministre des Finances.

Nous agissons conformément aux dispositions de l'article 16 de la Loi sur les biens non réclamés et de l'article 699 du Code civil du Québec.

Note : Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils nous ont été transmis.

| | | |
|---|--|------------|
| GAGNÉ, Jeanne D'Arc | 2184, rue Perrier, Jonquièrre | 2013-07-02 |
| GATTUSO, Paul | 6720, rue Sherbrooke Est, Montréal | 2009-09-08 |
| GAUDREAU, Roland | 1543, rue Thérèse-Lacroix, Val-D'Or | 2012-04-19 |
| GAUVIN, Marguerite | 1, avenue Sacré-Cœur, Québec | 2012-12-27 |
| GENOVESI, Georges | 1915, chemin du Barrage, Notre-Dame-de-la-Merci | 2008-11-05 |
| GÉRARD, Guy | 5050, place Nogent, Brossard | 2010-06-03 |
| GIRARD, Nicole | 147, rue Bédard Ouest, Thetford Mines | 2010-11-19 |
| GOSSÉLIN, France | 264, rue Morceau, Sainte-Thérèse | 2010-11-27 |
| GUT, Anthony | 6465, avenue de Chester, Montréal | 2011-09-03 |
| HALLÉE, Joanne | 595-A, rue Morin, Saint-Jérôme | 2013-03-11 |
| HARRIS, Gordon | 2765, rue McWillis, Saint-Laurent | 2010-05-05 |
| HARTON, Guillaume | 825, rue Arthur-Rousseau, appartement 234, Québec | 2013-02-03 |
| HÉLIE, Yolande | 950, boulevard Quévillon, Lebel-sur-Quévillon | 2012-01-03 |
| IONESCU, Constantin | 2066, rue Favard, appartement 301, Montréal | 2012-06-12 |
| JOHANNES, Monica | 3450, rue Sainte-Marguerite, Trois-Rivières | 2010-10-11 |
| JOVANOVIC, Miodrag (S.) | 39, avenue Chesterfield, appartement A, Montréal | 2010-04-04 |
| KINGALIK, Simeonie | Case postale 331, Inukjuak | 2012-01-13 |
| KOLOSKY, Bernard | 884, rue Léopold Lachapelle, Terrebonne | 2012-02-25 |
| LACHAPPELLE, Marguerite | 500, 20 ^e Avenue, Deux-Montagnes | 2010-11-14 |
| LALONDE, Calixte | 273, rue Notre-Dame, Notre-Dame-De-La-Paix | 2009-07-02 |
| LAPALME, Estelle | 250, boulevard Cartier Ouest, Laval | 2011-05-05 |
| LAPORTE, Marcel | 251, 2 ^e Avenue, Ham-Nord | 2010-03-19 |
| LAPOINTE, Paule | 880, avenue Painchaud, appartement 3044, Québec | 2010-04-11 |
| LAPOINTE, Thérèse | 309, avenue Gagnon, Saint-Jean-sur-Richelieu | 2010-03-05 |
| LAURIER, Jean | 224, rue des Lilas Ouest, Québec | 2011-03-07 |
| LAVIGNE, Lucien | 35, rue Perreault, Victoriaville | 2010-07-06 |
| LAVOIE, Raymond | 321, chemin de la Côte-St-Louis Ouest, appartement 301, Sainte-Thérèse | 2013-02-25 |
| LE BEL, Philippe | 3280, rue Des Châteaux, Laval | 2013-04-19 |
| LEBLANC (DULUDE), Réjeanne | 1328, rue Crawford, Montréal | 2012-05-14 |
| LEBLANC, Francine | 25, rue de la Sablonnière, Gatineau | 2011-10-12 |
| LEBLANC, Martha | 5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal | 2012-02-02 |
| LEPRÉTRE, Paul | 446, rue Dollard, Longueuil | 2011-08-19 |
| LEVESQUE (CUSSON), Denise | 7150, rue Marie-Victorin, appartement 210, Montréal | 2011-04-17 |
| LYONNAIS, Jean-Yves | 310, rue Longchamp, Terrebonne | 2013-04-18 |
| MACPHERSON, Colin Donald | 5900, boulevard Décarie, Montréal | 2013-04-26 |
| MAILLY, André | 1390, boulevard Saint-Germain, Rimouski | 2012-09-27 |
| MATHIEU, Réjean | 1236, rue Christophe-Colomb, Repentigny | 2011-09-08 |
| MAURICE, Léo | 6475, boulevard Henri-Bourassa, Montréal | 2013-10-02 |
| MCDONALD, Claudette | 1058, rue des Roses, Lévis | 2013-11-25 |
| MCKIERNAN, Victoria (Michaluk) | 26, rue Huron, Dollard-Des-Ormeaux | 2009-01-27 |
| MIREAULT, Claude | 790, boulevard du Fort-Saint-Louis, appartement 3, Boucherville | 2011-10-03 |
| MONTEBEAULT (MONTEBAULT) (DROUIN), Denise | 933, rue de Massabielle, Nicolet | 2010-09-16 |
| MORIN, Guy | 1405, rue Principale, Saint-Philémon | 2013-04-20 |
| NORMAND, Pierre | 2850, 8 ^e Rang Nord, Mont-Laurier | 2011-04-08 |
| PAQUIN, Germain | 4A, rue Maxwell, Ormstown | 2013-04-10 |
| PARR, Madeleine | 1005, 8 ^e Avenue, Saint-Georges | 2013-09-07 |
| PERREAULT, Pierre | 892, rue Saint-Édouard, Saint-Jude | 2011-02-19 |
| PICARD, Yvon | 1455, rue de l'Avenir, appartement 321, Laval | 2011-12-18 |
| PORTILLO, Angel-Miguel | 11920, rue Grenet, appartement 304, Montréal | 2013-04-29 |
| PRÉFONTAINE, Michel | 25, rue Lapalme, Saint-Basile-le-Grand | 2014-07-03 |
| PREVI, Giuseppe | 3470, boulevard de la Rousselière, Montréal | 2011-02-08 |
| PRONDSYNSKI, Helena | 35, rue Pilon, Châteauguay | 2013-10-31 |
| PRUD'HOMME, Lucien Jr | 16289, boulevard Gouin Ouest, Sainte-Geneviève | 2010-10-22 |
| REID, Hugh | 6565, chemin Hudson, Montréal | 2012-10-09 |
| ROSSI, Sylvia | 30, rue Picardy, Baie-D'Urfé | 2014-05-13 |
| RUFANGE, Luc | 171, boulevard Rousseau, appartement 1, Châteauguay | 2011-01-07 |
| SANSACHTIER, Pierre | 1827, avenue Valois, Montréal | 2013-07-24 |
| SANSCHAGRIEN, Claude | 580, rue Vimont, porte A, Montréal | 2007-02-01 |
| SIMARD, René | 345, chemin Brochu, Cookshire-Eaton | 2012-06-24 |
| ST-AMOUR, Gilles | 585, boulevard Manseau, Joliette | 2011-03-01 |
| ST-JEAN, Jacqueline | 200, boulevard Perrot, L'Île-Perrot | 2013-07-14 |
| TALBOT, Yvon | 40, chemin Saint-Michel, Crabtree | 2012-06-14 |
| TARDIF, Robert | 1050, chemin des Alpes, Saint-Mathieu-du-Parc | 2013-10-09 |
| TARDIF, Victorin | 1170, rue Hamel, appartement 9, Drummondville | 2010-08-19 |
| TREMBLAY, Albert | 2410, rue Principale, Sainte-Élisabeth | 2010-04-09 |
| TREMBLAY, Charles-Antoine | 78, avenue du Rang-Saint-Ignace, Québec | 2009-08-24 |
| VILLENEUVE, Raymond | 7011, avenue Ronsard, appartement 41, Montréal | 2012-09-29 |
| WALSH, James | 65, rue Hector, Ormstown | 2013-03-03 |
| WOODARD, Mahylon | 95, rue Lewis Ouest, Waterloo | 2010-06-26 |
| ZANNIS, Irene | 290, boulevard Hymus, appartement 101, Pointe-Claire | 2011-06-22 |

Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions mentionnées ci-dessous. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du ministre dans les dix ans suivant la date à laquelle son droit s'est ouvert.

| Nom | Domicile | Date du décès | Reliquat |
|-----------------------|---|---------------|--------------|
| ARSÈNE, Denis J. | 12235, rue Grenet, Montréal | 2012-01-15 | 2 168,53\$ |
| BEAUCHAMP, Robert | 664, rue Godin, Montréal | 2013-09-19 | 44 049,19\$ |
| BERGERON, René | 2470, rue Alexandra, appartement 209, Québec | 2009-08-16 | 5 827,57\$ |
| BERNARD, Yvette | 415, avenue Copernic, appartement 2, Laval | 2010-03-15 | 9 401,89\$ |
| BERNIER, Jacques | 3285, rue French, Montréal | 2011-10-10 | 2 434,52\$ |
| CHAREST, Georges | 450, 2 ^e Rue, Louiseville | 2013-03-12 | 1 870,55\$ |
| DANIEL, Germaine | 55, avenue Ouellette, appartement 408, Montréal | 2012-02-16 | 155 392,28\$ |
| DAOUST, Eveline | 400, rue Louis-Fortier, Montréal | 2012-05-30 | 90 041,90\$ |
| DEGRACE, David | 3540, rue Messier, appartement 1, Montréal | 2011-06-16 | 29 608,42\$ |
| DEFOSSE, Robert | 128, rue Saint-Boniface, Québec | 2007-09-24 | 33 329,65\$ |
| DESJARDINS, Georgette | 7150, rue Marie-Victorin, Montréal | 2011-05-25 | 7 341,44\$ |
| DUFF, Silvy | 108, avenue Marien, appartement 1, Montréal | 2012-08-15 | 22 111,27\$ |
| ÉTIENNE, Marie-Julie | 790, rue Labbé, Saint-Ferdinand | 2011-02 | |